



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES COTES D'ARMOR

Préfecture
Direction des Relations
avec les Collectivités Territoriales
Bureau du Développement durable

ARRETE
modifiant le périmètre de l'exploitation
à la SA CARRIERES RAULT

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

- VU** le Code minier ;
- VU** le Code de l'environnement, livre V - titre 1^{er}, et notamment ses articles R.512.31, R.512.33, R.512.39.1 et R.512.39.3 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévus aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2004 autorisant la SA Carrières RAULT à exploiter une carrière à ciel ouvert de schiste amphibolique sur le territoire de la commune de PLERIN au lieu-dit "Persas" ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 avril 2011 complétant et modifiant l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2004 sur les conditions de remise en état de la carrière ;
- VU** le dossier établi par la SA Carrières Rault le 11 août 2014 pour demander le retrait des parcelles cadastrées section G n° 153, 154, 158, 159, 160, 161, 162, 880, 879, 1111 pour partie (pp), 1112 pp, 1120 pp, 1122, 1124, 1344 pp d'une superficie totale de 58 984 m² du périmètre autorisé de la carrière ;
- VU** le rapport du 8 avril 2015 établi par l'inspection de l'environnement – spécialité installations classées suite plusieurs visites des lieux en 2012, 2013, 2014 et 2015 ;
- VU** l'avis favorable émis par la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des sites "formation carrières" lors de sa séance du 22 avril 2015 ;
- VU** le projet d'arrêté porté le 24 avril 2015 à la connaissance du demandeur ;
- VU** le mail, en date du 30 avril 2015, par lequel le demandeur indique qu'il n'a pas d'observations à formuler sur le projet d'arrêté ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2014 portant délégation de signature à M. Gérard DEROUIN, Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor ;

CONSIDÉRANT la demande de modification du périmètre de la carrière réglementée par l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2004 susvisé, et notamment le retrait des parcelles cadastrées section G n° 153, 154, 158, 159, 160, 161, 162, 880, 879, 1111 pour partie (pp), 1112 pp, 1120 pp, 1122, 1124, 1344 pp d'une superficie totale de 58 984 m² ;

CONSIDÉRANT les obligations de remise en état des sols fixées par l'article 6 de l'arrêté préfectoral 24 décembre 2004 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 avril 2011 susvisés, applicables aux parcelles cadastrées section G n° 153, 154, 158, 159, 160, 161, 162, 880, 879, 1111 pour partie (pp), 1112 pp, 1120 pp, 1122, 1124, 1344 pp d'une superficie totale de 58984 m²

CONSIDÉRANT que les visites effectuées en 2012, 2013, 2014 et 2015 ont permis de constater que les travaux effectués sur les parcelles cadastrées section G n° 153, 154, 158, 159, 160, 161, 162, 880, 879, 1111 pour partie (pp), 1112 pp, 1120 pp, 1122, 1124, 1344 pp permettent de satisfaire aux obligations de remise en état mentionnés ci-dessus ;

CONSIDÉRANT dès lors que rien ne s'oppose à prendre acte du retrait des parcelles section G n° 153, 154, 158, 159, 160, 161, 162, 880, 879, 1111 pour partie (pp), 1112 pp, 1120 pp, 1122, 1124, 1344 pp d'une superficie totale de 58984 m² du périmètre autorisé de la carrière ;

CONSIDÉRANT le retrait de ces parcelles nécessite une mise à jour des garanties financières applicables à la carrière et que la législation applicable aux garanties financières a évolué depuis 2004 ;

CONSIDÉRANT que l'acte de cautionnement actuel devra être modifié pour prendre en compte ces évolutions ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Les dispositions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2004 susvisé sont modifiées comme suit :

« L'autorisation est accordée sur les terrains correspondant aux parcelles suivantes du cadastre de la commune, conformément au plan annexé à cet arrêté. L'ensemble de ces terrains représente une superficie de 163 516 m² »

Zone	Parcelles (cadastre de PLERIN)	Surface
	130 pour partie (pp), 131 pp, 132 pp, 133 pp, 134 pp, 135 à 139, 140 pp, 141 pp, 142 pp, 144 à 146, 147 pp, 148, 149 pp, 150 pp, 172 pp, 174 à 190, 215, 216, 222, 223, 224 pp, 225 pp, 1067 pp, 1318 pp, 1433 pp et 1459 ainsi qu'un chemin (partie de la rue du Pré Boissier)	163 516 m ²

L'autorisation d'extraction est restreinte aux surfaces indiquées sur le plan annexé. »

Article 2 :

Les dispositions de l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2004 et de l'article 6.3 (articles 6.3.1 à 6.3.6) de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2004 modifié par l'arrêté préfectoral du 12 avril 2011 sont abrogées.

Article 3 :

Les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2004 susvisé relatif aux garanties financières sont abrogées et remplacées par les dispositions ci-après :

«7.1.1 Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 1.1 du présent arrêté de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site par une entreprise extérieure.

7.1.2 Obligation et absence des garanties financières

L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution effective des garanties financières dont le montant est fixé à l'article 7.1.3 du présent arrêté.

L'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des activités visées à l'article 1.1 du présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514-1 relatif aux contrôles et sanctions administratifs du code de l'environnement et en application de l'article L.516-1 de ce code. Pendant la durée de la suspension et en vertu de l'article L.514-3 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auquel il avait droit jusqu'alors.

Le manquement à l'obligation de garantie est constaté par un procès-verbal établi par un inspecteur des installations classées ou un expert nommé par le ministre chargé des installations classées en application de l'article L.514-1 du code de l'environnement.

7.1.3 Montant de référence des garanties financières

Le montant de référence des garanties financières pour assurer une remise en état globale du site est défini dans le tableau suivant. Ce montant a été calculé en tenant compte de l'indice TP01 et du taux de TVA figurant à l'article 7.1.5 du présent arrêté.

<i>Périodes de remise en état</i>	<i>Total en euros TTC</i>
<i>Période qui se prolonge jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières par arrêté préfectoral</i>	<i>487 524</i>

7.1.4 Établissement

L'exploitant doit constituer et adresser au préfet le document attestant de la constitution de la garantie financière avant le 31 juillet 2015.

Ce document doit être conforme au modèle fixé par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'Environnement. Les garanties financières exigées résultent de l'engagement écrit d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'assurance.

7.1.5 Actualisation et révision

Le montant des garanties financières doit être maintenu actualisé selon la formule :

$$C_n = C_r * (I_n / I_r) * (1 + TVAn) / (1 + TVAr)$$

- *C_n : montant des garanties financières à provisionner à l'année n,*

- *Cr* : montant de référence des garanties financières tel que figurant à l'article 7.1.3 du présent arrêté,
- *In* et *TVA* : respectivement l'indice TP01 et la TVA au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

L'indice TP01 de référence *Ir* est de 104,1 (base 2010 – décembre 2014), la *TVA* de référence est de 20 % (date décembre 2014).

7.1.5.1 Variation de l'indice TP01

A son initiative, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ;
- dans les six mois qui suivent une augmentation de l'indice TP01 supérieure à 15 % au cours d'une même période quinquennale.

7.1.5.2 Variation des conditions d'exploitation

Toute modification apportée par l'exploitant touchant au mode et au rythme de remise en état ou tout autre modification susceptible de conduire à une variation notable des coûts de remise en état devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui pourra exiger une réévaluation des garanties financières.

7.1.6 Renouvellement

L'attestation du renouvellement de la garantie financière doit être transmise au préfet au moins six mois avant l'échéance des garanties en cours. Ce document doit répondre aux mêmes caractéristiques mentionnées à l'article 7.1.4 du présent arrêté (modèle, engagement écrit...).

Avec l'attestation de renouvellement des garanties financières, l'exploitant indique au préfet sur la base d'un plan visé à l'article 4.3.1 du présent arrêté, si l'avancement des travaux correspond au montant des garanties financières apportées.

7.1.7 Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le préfet peut faire appel aux garanties financières afin d'assurer la remise en état du site conformément au présent arrêté :

- soit en cas de non respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L.514-1-1° du code de l'environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

7.1.8 Levée des garanties financières

L'obligation de garanties financières n'est pas limitée à la durée de validité de l'autorisation.

En application de l'article R.516-5 du code de l'environnement, lorsque le site a été remis en état totalement ou partiellement, et après constat établi par l'inspection de l'environnement – spécialité installations classées de la remise en état du site par procès verbal de récolement établi dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3 du code de l'environnement, le préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R.512-31 du code de l'environnement, la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières, en tenant compte des dangers ou inconvénients résiduels de l'installation.

La décision du préfet ne peut intervenir qu'après consultation du maire de la commune de PLERIN et avis de la commission compétente. Le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garantie.»

Article 4 : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

4.1. Une copie de cet arrêté est déposée à la mairie de PLERIN et mise à disposition de toute personne intéressée.

Un avis sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

4.2 Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- 1) Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
- 2) Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 6 :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes-d'Armor,

M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SA CARRIERES RAULT et à M. Le Marie de PLERIN.

Saint-Brieuc, le **- 4 MAI 2015**

Pour le Préfet
Le secrétaire général


Gérard DEROUIN

